



Annales historiques de la Révolution française

357 | juillet-septembre 2009
Radicalités et modérations en Révolution

Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot, *Atlas de l'empire napoléonien (1799-1815). Ambitions et limites d'une nouvelle civilisation européenne*

Cyril Triolaire



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10680>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009
Pagination : 209-211
ISBN : 978-2-200-92559-8
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Cyril Triolaire, « Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot, *Atlas de l'empire napoléonien (1799-1815). Ambitions et limites d'une nouvelle civilisation européenne* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 357 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 09 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10680>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot, Atlas de l'empire napoléonien (1799-1815). Ambitions et limites d'une nouvelle civilisation européenne

Cyril Triolaire

RÉFÉRENCE

Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot, *Atlas de l'empire napoléonien (1799-1815). Ambitions et limites d'une nouvelle civilisation européenne*, Paris, Éditions Autrement, 2008, 79 p., ISBN 978-2-7467-1116-7, 15 €

- 1 Les collections napoléoniennes des éditions Autrement s'enrichissent avec *l'Atlas* de Jean-Luc Chappey et de Bernard Gainot d'un outil précieux – pour l'historien spécialiste de la période comme le néophyte –, agréable d'utilisation et à la conception graphique extrêmement soignée – confiée au cartographe-géographe indépendant Fabrice Le Goff. À la différence de l'atlas des *Guerres napoléoniennes (1796-1815)* de Gunther E. Rothenberg publié dans la même série en 2000, les deux auteurs proposent eux sur près de quatre-vingt pages de réinterroger la civilisation européenne durant toute la décennie consulaire et impériale en délaissant « l'histoire bataille ». Privilégiant la France des 130 départements tout en s'autorisant diverses incursions dans les pays satellites et en outremer, ils passent au crible politique, administratif, social, religieux, culturel et économique l'expansion territoriale d'une Grande Nation devenue empire. L'exercice personnel du pouvoir, la diffusion d'un modèle politique inédit ainsi que le projet continental napoléonien nourrissent ici une lecture cartographique stimulante de la période.

- 2 En chiffres tout d'abord, l'*Atlas de l'empire napoléonien* réunit quatre planches d'époque, huit plans, huit organigrammes, vingt-sept graphiques ou groupes de graphiques, et surtout quelques quatre-vingt une cartes. En choisissant de changer systématiquement de focale pour une majorité des entrées proposées, les deux historiens revisitent pertinemment l'ensemble du projet impérial ; aussi, en plus des trente et une cartes européennes présentées, trente et vingt autres adoptent des échelles nationale ou régionale. À bien des égards remarquables, ces cartes sont accompagnées au fil des pages de quatre-vingt deux notices synthétiques et complétées en annexes d'une fiche sur le Code civil et son exportation en Europe, d'une bibliographie indicative, d'une chronologie et d'un index des personnages cités. Si cet *Atlas* emprunte plus du tiers de ses cartes aux plus ou moins anciens mais néanmoins incontournables *Atlas de la Révolution française* (Paris, Éditions de l'EHESS, 1987-2001) et *Atlas administratif de l'Empire français* (Genève, Droz, 1973), la plupart des cartes compilées sont extraites de volumes ou d'articles scientifiques spécialisés et parfois inédits. Les auteurs ont indiscutablement mis un soin tout particulier à sélectionner les cartes les plus pertinentes pour illustrer les thématiques choisies, faisant même appel aux productions les plus neuves. Ainsi la vente des biens nationaux, l'aménagement routier départemental, la vie théâtrale et musicale ou la participation électorale aux trois plébiscites des ans VIII, X et XII trouvent-ils respectivement dans les réalisations de Bernard Bodinier et de Éric Teyssier de 2000 (*L'événement le plus important de la Révolution*, Paris, SER-CTHS), de Pascal Chambon (*La Loire et l'Aigle*, Saint-Étienne, PUSE) et de Mélanie Traversier (*Gouverner l'Opéra. Le pouvoir royal et les théâtres lyriques à Naples. 1767-1815*, thèse de doctorat, Université de Grenoble) de 2005 et enfin de Malcolm Crook et John Dunne de 2007 (*L'apport des données électorales à la popularité du régime napoléonien*, à paraître) des illustrations de premier choix. Aussi est-il singulièrement appréciable, pour saisir au mieux et au fil des ans les réalités de cet empire français, de voir ainsi réunie en un même atlas cette riche documentation éparse jusqu'alors. De par leurs accointances personnelles, chacun des deux auteurs livre par ailleurs des cartes de choix sur les opérations militaires en Guyane et à Saint-Domingue en 1808-1809 (p. 26-27) ou l'itinéraire européen de l'exilée M^{me} de Staël entre 1803 et 1813 (p.71). Cartes et documents de premier ordre offrent ainsi un panorama analytique original de l'empire français, décliné en cinq chapitres, successivement consacrés aux territoires, aux dynamiques démographiques, économiques et culturelles ainsi qu'aux oppositions.
- 3 Les enjeux territoriaux sont multiples dans un empire aux dimensions continentales. Entre système fédératif et « empire-nation », l'Europe napoléonienne fonctionne selon le principe d'une gestion de plus en plus centralisée. Dans cet espace mouvant, où les créations géopolitiques allemande, italienne ou polonaise à la genèse incertaine et l'éveil des nations pourraient menacer la cohésion globale, la modernisation et le contrôle des voies de communication apparaissent comme le principal gage d'une circulation efficace de l'information, des marchandises et des hommes, circulation indispensable à l'unification économique, militaire et politique des territoires progressivement conquis. « Clef de voûte de l'unification nationale par la généralisation d'un appareil administratif uniforme » (p. 19), le département devient bientôt grâce au préfet la matrice territoriale d'une centralisation promise à tout l'empire. Aux côtés de ceux qui ont pu apparaître un temps tels des empereurs aux petits pieds, les élites dirigeantes reconstituées autour des cent mille notables et des nouveaux nobles d'Empire doivent cimenter socialement des provinces étroitement surveillées et régulées par gendarmes, policiers et agents de la

justice civile. Le contrôle de l'ensemble du territoire impérial, de l'Europe continentale à l'outre-mer, est bien ce premier enjeu mis en cartes par les auteurs. La volonté de connaître les populations pour mieux les domestiquer encourage l'État à promouvoir la statistique comme véritable « science de gouvernement » (p. 28). Aussi, Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot prennent-ils le parti de cerner à leur tour du mieux possible les dynamiques démographiques de l'Europe napoléonienne et le soin d'identifier les originalités françaises. Des réalités contrastées se dessinent : les densités de peuplement varient selon les activités développées, le degré de pression sur les terres et les structures agraires de chaque région ; les campagnes populeuses, principalement paysannes, sont inégalement soumises à l'attractivité de villes au développement généralement lent. Le monde du salariat, surveillé de près, apparaît hétérogène et parmi les 1,8 millions d'ouvriers s'affairant dans les filatures, les mines et les usines métallurgiques, femmes et enfants s'épuisent à la tâche – et ce, malgré l'amélioration générale des conditions de travail et une médicalisation progressive de la société. Progrès thérapeutiques, philanthropisme et secours public ne suffisent d'ailleurs à juguler les effets de la crise et contenir l'indigence ; car la crise éclatant dès 1810-1811 rappelle bien que les dynamiques économiques influent indiscutablement sur le cours des choses en général, et sur l'avenir de l'Empire en particulier. Durant une décennie, l'empire des 130 départements profite d'une vraie « croissance dans la guerre » (p. 40), mais alimente le mécontentement des pays voisins. Nourrie par l'augmentation permanente de la demande liée à l'élargissement du marché, mais systématiquement détournée en faveur de l'affirmation de l'hégémonie française face à l'Angleterre, cette croissance accroît les déséquilibres interrégionaux – souffrance des façades atlantique et méditerranéenne, affirmation d'un axe continental « lotharingien » (p. 41) de développement –, et intra-régionaux – parfaitement suggérés à partir des situations proto-industrielles des royaume d'Italie et de Saxe (p. 44-45) – mais également sectoriels – réorientations industrielles en faveur du Lyonnais et marche agricole forcée de la baie de Naples. En France, l'industrie, encore largement dominée par les petites unités de production, se modernise grâce aux initiatives d'entrepreneurs dynamiques, très profitables aux secteurs textile et sidérurgique. La progression de la production industrielle et l'accroissement de la consommation populaire accélèrent le rythme des échanges intérieurs quand mesures douanières et spéculations bancaires – expressions d'un interventionnisme étatique agressif – influent elles sur les échanges internationaux. Certains succès commerciaux ne sauraient pourtant faire oublier que malgré des procédés encore traditionnels et des innovations limitées dans les campagnes, l'agriculture reste un inébranlable pilier économique, et la propriété foncière à la base de la nouvelle organisation sociale et politique impériale. Mais c'est bien en ville que cet *Atlas* trouve matière à renouveler le plus le genre pour la période. Assainissement, embellissement, symbolique, stratégie, contrôle et rayonnement culturel président au lancement de chantiers urbains majeurs et à l'affirmation d'une identité architecturale européenne moderne parfaitement illustrés par les projets et réalisations parisiens, milanais ou anversoïses. Cartes, plans et graphiques sélectionnés pour saisir dynamiques et pratiques culturelles témoignent très clairement de la volonté gouvernementale d'orienter et de régenter les consciences. Dirigisme et propagande artistiques – notamment théâtrale – et journalistiques (p. 58-59), réformes scolaires lycéenne et universitaire nécessaires à la fabrication des élites (p. 60-61), mise sous surveillance et tutelle d'une sociabilité intellectuelle en plein essor – bibliothèques, loges maçonniques, sociétés savantes et d'agriculture (p. 62-63) –, et remise en ordre religieuse participent à la politique de contrôle de l'espace public autant qu'ils

promeuvent le nouvel ordre social impérial et le culte de Napoléon. Malgré l'attention permanente portée à ces cercles et à ces temples susceptibles d'offrir des espaces d'expression à une opposition plurielle, des voix discordantes s'élèvent au fil des ans. Aux auteurs revient donc le mérite d'avoir cherché à accorder une place graphique aux mots et aux gestes de la contestation. Dans un cinquième et trop court volet, ils s'intéressent aux formes et aux acteurs des oppositions, française et européenne, à Napoléon. Apparaissent alors sur la carte de cette Europe en guerre territoires insurgés, zones de rupture du dispositif économico-militaire impérial – contrebande, espionnage – et points de troubles. En marge des foyers de résistance et de révolte calabrais, tyroliens ou allemands, ce sont dans le Massif Central, le Nord et le Sud-Ouest hexagonaux que de nombreux jeunes hommes enrayent la machine conscriptionnelle en grossissant les rangs des déserteurs ; si l'enrôlement, sans jamais être pleinement accepté, s'opère plus efficacement ailleurs, les mises en perspective italiennes proposées, ligurienne ou parmesane, prouvent combien insoumission et désertion sont devenues, à mesure de la mutation identitaire des armées impériales, un problème européen pour l'empereur. Car c'est bien cette Europe française modelée campagne après campagne par Napoléon mais défaite, dont le Congrès de Vienne repense l'équilibre ; et sur lequel est refermé cet *Atlas*.

- 4 Malgré des enchaînements parfois peu évidents – « l'empire d'outre-mer » placé après « le contrôle du territoire » et ses cartes sur la gendarmerie et les cours de justice, « la conscription » coincée entre « le monde du travail » et « soigner la société » –, mais inévitables devant la diversité des thèmes abordés en un si faible nombre de pages finalement, cet *Atlas de l'empire napoléonien* s'avance sur des terrains jusque là délaissés par les historiens de la période, bien trop longtemps captivés à l'échelle européenne par les « seules » guerres napoléoniennes. Évidemment, d'autres cartes auraient encore pu venir enrichir cet atlas – nouvelle géographie théâtrale imposée en juin 1806, projections des tensions et des affrontements avec les brigades de gendarmerie, flux des adresses parvenues aux Bourbons restaurés en 1814 –, tant de nouvelles voies pour l'histoire de l'Empire sont actuellement ouvertes. Il n'empêche que Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot proposent avec leur atlas un outil neuf, d'une très grande qualité graphique, faisant la part belle aux travaux récents, inédits même parfois – à certaines recherches en cours de publication et mémoires de maîtrise –, et accordant un intérêt manifeste aux productions européennes. Nul doute qu'il ne trouve son public, parmi les chercheurs confirmés comme les étudiants de premier cycle.